

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 19/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL BABOUIILLARD Michel

30 rue du Bourg à Mont
21400 Châtillon-Sur-Seine

Références : 2025-484
Code AIOT : 0005401958

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/08/2025 dans l'établissement SARL BABOUIILLARD Michel implanté Aux Bouchots des Lanvignes 21400 Coulmier-le-Sec. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite se déroule dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL BABOUIILLARD Michel
- Aux Bouchots des Lanvignes 21400 Coulmier-le-Sec
- Code AIOT : 0005401958

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière de roches massives de calcaire de Coulmier-le-Sec, par la SARL BABOUIILLARD Michel, est autorisée par l'arrêté préfectoral du 11/07/2016 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 17/08/2023. L'exploitation produit des blocs de roche ornementale et de construction. Sa surface exploitable est de 13 ha et 25 a, pour une autorisation de production annuelle moyenne de blocs commercialisables de 13 000 tonnes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Côte minimale	AP Complémentaire du 17/08/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Air étanche et séparateur d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 11/07/2016, article 4.3.3.1 et 4.3.3.2	Demande d'action corrective	1 mois
4	Eaux pluviales rejetées	Arrêté Préfectoral du 11/07/2016, article 4.3.3.3 et 9.2.1.1	Demande d'action corrective	1 mois
5	Bruit	Arrêté Préfectoral du 11/07/2016, article 9.2.1.1	Demande d'action corrective	
6	Suivi faune-flore	Arrêté Préfectoral du 11/07/2016, article 9.4.2	Demande d'action corrective	2 mois
7	Production	AP Complémentaire du 17/08/2023, article 4 et 11	Demande d'action corrective	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Périmètre d'éloignement	AP Complémentaire du 17/08/2023, article 5	Sans objet
8	Tirs de mine	AP Complémentaire du 17/08/2023, article 13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs non-conformités ont été relevées lors de l'inspection. Elles concernent notamment une surépaisseur d'extraction, l'absence de prise en compte des recommandations du rapport de suivi écologique et la méthode d'extraction qui ne permet pas de respecter les seuils fixés dans l'arrêté préfectoral.

Ces écarts nécessitent la mise en œuvre d'actions correctives et, le cas échéant, une mise à jour du

plan de phasage et une demande de modification de l'arrêté préfectoral sur la base d'un dossier étayé et justifié.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Périmètre d'éloignement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/08/2023, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation
Prescription contrôlée : Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Cette distance horizontale est augmentée en limite Sud-Ouest conformément au plan joint en annexe 1.
Constats : En 2018, l'inspection avait constaté que le délaissé périphérique de 10 m avait été décapé jusqu'à la limite du périmètre autorisé sur le front Est. En 2025, l'inspection a constaté lors de la visite du site qu'une partie de l'ancienne carrière, au niveau du front Est, avait été réaménagée. D'après le plan de la carrière du 25/09/2025 transmis par l'exploitant après l'inspection, le délaissé périphérique concerné par le décapage a été réaménagé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Côte minimale

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/08/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation
Prescription contrôlée : La cote minimale d'extraction est de 255 m NGF. L'épaisseur moyenne d'extraction est de 6 mètres.
Constats : Le plan topographique de la carrière du 29/09/2025, transmis par l'exploitant après l'inspection, indique que la cote minimale d'extraction est de 259 m NGF et ne dépasse donc pas 255 m NGF. Observation : le plan topographique transmis le 25/09/2025 laisse apparaître que l'épaisseur d'extraction, au niveau des fronts à l'est de la zone en cours d'exploitation, est de l'ordre de 15 m sur une surface d'environ 1 500 m ² .

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- préciser les raisons de la surépaisseur observée et les conséquences éventuelles sur la stabilité et la sécurité des ouvrages.
- justifier la conformité globale de l'exploitation avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière d'épaisseur moyenne d'extraction.
- proposer, le cas échéant, des mesures correctives ou un ajustement du plan d'exploitation si la situation devait être pérenne.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Air étanche et séparateur d'hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2016, article 4.3.3.1 et 4.3.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Article 4.3.3.1. Aire étanche pour l'approvisionnement des engins, leur entretien et leur stationnement

Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier ainsi que leur stationnement prolongé en dehors des horaires d'activité sont réalisés sur une aire étanche (dont les dimensions minimales sont de 6 m x 3 m) entourée par un caniveau (ou en pointe diamant) reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les eaux ainsi collectées doivent être dirigées, avant rejet, vers un décanteur séparateur d'hydrocarbures de classe 5 mg/l.

Article 4.3.3.2. Entretien et vidange du séparateur d'hydrocarbures

Le séparateur d'hydrocarbures doit être nettoyé, vidangé et contrôlé au moins une fois par an et entretenu si nécessaire. L'exploitant doit être en mesure de justifier de cet entretien.

Constats :

L'exploitant indique lors de la visite que la carrière n'est pas exploitée en continu et que seul un élévateur est présent à l'année. Lors de la visite, l'inspection constate l'élévateur ainsi qu'un groupe électrogène, stationnés sur l'aire.

L'inspection a constaté, lors de la visite du 02/10/2018, que l'aire étanche n'était pas entourée par un caniveau. L'inspection constate lors de la présente visite, que l'aire étanche est en pointe de diamant. La non-conformité peut donc être levée.

L'exploitant indique lors de l'inspection, que le séparateur n'avait pas été curé depuis 6 ans. Avant l'inspection, il transmet un bordereau de suivi de déchet n° BSD-20250716-CEJ4KVRSA, indiquant qu'une quantité estimée de 1,5 tonne d'eaux et d'hydrocarbures a été évacuée.

D'après le plan du 23/09/2025, cohérent avec la réalité du site, les dimensions de l'aire étanche

sont d'environ 10 m par 6 m.

Non-conformité : des traces noires indiquant une présence d'hydrocarbures sont constatées au niveau du regard du séparateur. L'exploitant procédera au nettoyage de ce dernier, et le maintiendra en bon état de propreté.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Eaux pluviales rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2016, article 4.3.3.3 et 9.2.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Article 4.3.3.3. Valeur limites de rejet des eaux pluviales

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales de l'aire étanche dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

<u>Paramètre</u>	<u>Valeur limites de rejet (mg/l)</u>
MES	35
DCO	125
HCT	5

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

Ces eaux doivent par ailleurs avoir un pH compris entre 5,5 et 8,5 et une température inférieure à 30°C.

La modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépassée 100 mg Pt/l.

Article 9.2.1.1. Eaux pluviales rejetées

L'exploitant fait réaliser annuellement en sortie du décanteur déshuileur prévu à l'article 4.3.3.1 des mesures de la qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel. Ces analyses, effectuées sous sa responsabilité et à ses frais, doivent permettre de vérifier le respect des dispositions de l'article 4.3.3.3.

Les résultats de ces analyses sont tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées. Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Constats :

En 2018, l'inspection avait constaté qu'aucune mesure de la qualité des eaux en sortie de

<p>séparateur n'avait été réalisée depuis la délivrance de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant a transmis, avant l'inspection, des résultats de mesure de qualité des eaux effectuées par le prestataire ayant curé le séparateur.</p> <p>Non-conformité : parmi les paramètres à contrôler, seul le pH est mesuré d'après ce rapport. Aucune information sur le point de prélèvement n'est présentée, et les résultats ne sont pas conclusifs. Aucun agrément ou accréditation n'apparaît.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit réaliser une nouvelle analyse des eaux en sortie du séparateur d'hydrocarbures en intégrant tous les paramètres demandés par un organisme compétent et sous 1 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Bruit

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2016, article 9.2.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques des niveaux sonores</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 9.2.2.1. Mesures périodiques</p> <p>Une mesure de la situation acoustique est effectué dans les 6 mois suivants la notification du présent arrêté puis au minimum tous les 3 ans et des lors que les circonstances l'exigent (notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées). Ces mesures sont effectuées par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ces contrôles sont effectués par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.</p>
<p>Constats :</p> <p>En 2018, l'inspection avait constaté qu'aucune mesure de bruit n'avait été réalisée depuis la délivrance de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant a transmis avant l'inspection, un rapport de mesure de bruit de juillet 2025. Le rapport conclut que le niveau de bruit était conforme à la réglementation le jour des mesures. En dépit d'une demande à l'exploitant le jour de la visite puis lors d'un courriel récapitulatif du 12/08/2025, l'exploitant n'a pas fourni les études de bruits réalisées depuis 2018.</p> <p>Non-conformité : la périodicité minimale de 3 ans pour les mesures périodiques de bruit n'est pas respectée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La périodicité des mesures bruit doit être respectée.</p> <p>Compte tenu de l'éloignement significatif du site, l'exploitant peut solliciter la modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Cette demande doit être étayée et</p>

accompagnée de justificatifs, dans le respect des prescriptions fixées par les arrêtés ministériels applicables.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 6 : Suivi faune-flore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2016, article 9.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bilans périodiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>ARTICLE 9.4.2. SUIVI FAUNE-FLORE</p> <p>Un suivi qualitatif et quantitatif de la faune et de la flore présentes sur le site est réalisé par une structure naturaliste dans l'année suivant la notification du présent arrêté, puis au moins tous les deux ans. Ce suivi porte sur l'ensemble des terrains autorisés.</p> <p>Les constatations qui sont faites au cours de ce suivi et tout document relatif à ce suivi sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les recommandations pour la protection des espèces potentielles présentes formulées par la structure naturaliste susvisée sont suivies par l'exploitant durant toute la durée de la présente autorisation.</p> <p>Enfin, l'exploitant prend toute disposition pour détecter et éliminer les plantes invasives dans le périmètre de la carrière.</p>
<p>Constats :</p> <p>En 2018, l'inspection avait constaté que la fréquence du suivi faune-flore n'était pas respectée. L'exploitant a transmis après la visite de 2025, les 2 rapports précédents du suivi écologique, de novembre 2021 et février 2024 (le suivi porte sur 2023), la fréquence de suivi est donc respectée sur la période correspondante.</p> <p>La société exploitante de la carrière ne dispose pas des recommandations issues des rapports de suivi écologique.</p> <p>Non-conformité : les recommandations du rapport de suivi écologique de février 2024 ne sont pas prises en compte lors de l'exploitation de la carrière.</p> <p>Non-conformité : l'exploitant ne prend pas toutes les dispositions pour détecter et éliminer les espèces exotiques envahissantes dans le périmètre de la carrière. Par ailleurs, ces recommandations sont précisées dans le rapport de suivi de février 2024.</p> <p>Observation : le dernier suivi portant sur 2023, l'exploitant doit réaliser un nouveau suivi en 2025</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit prendre en compte les rapports de suivi écologique et s'approprier/mettre en œuvre les recommandations qui y sont mentionnées.</p> <p>L'exploitant transmettra à l'Inspection la liste de toutes les recommandations formulées dans les rapports de suivi sur les 5 dernières années, en indiquant pour chacune d'elles les actions prises ou prévues de son côté pour les prendre en compte, avec les échéances correspondantes et les</p>

<p> moyens consacrés à leur mise en œuvre et au suivi de leur efficacité. </p>
<p> Type de suites proposées : Avec suites </p>
<p> Proposition de suites : Demande d'action corrective </p>
<p> Proposition de délais : 2 mois </p>

N° 7 : Production

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/08/2023, article 4 et 11

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation

Prescription contrôlée :

Article 4 - Matériaux extraits, quantités autorisées et capacités de production (1.2.3 APA)

Les matériaux extraits sont du calcaire.

Le tonnage total de matériaux à extraire est de 2 012 400 t (soit 774 000 m³).

La quantité maximale de matériaux extraits de la carrière est de 78 000 t/an au maximum avec une production moyenne autorisée de 65 000 t/an, calculée sur la durée des périodes définies à l'article 1.6.2 du présent arrêté.

Le tonnage maximum de blocs commercialisables est de 15 600 t/an. Le tonnage moyen de blocs commercialisables est de 13 000 t/an.

La quantité maximale traitée dans l’installation de premier traitement pour la production de granulats est de 12 000 t/an. La quantité moyenne traitée dans l’installation de premier traitement est de 10 000 t/an.

[...]

Article 11 - Phasage

Phase	Date prévisible de début de la phase	Surface maximale en chantier au cours de la phase (m²)*	Volume à extraire (m³)**
2	2021	19 100 m²	129 800 m³
3	2026	19 500 m²	129 800 m³
4	2031	19 800 m²	129 800 m³
5	2036	22 700 m²	129 800 m³
6	2041	18 800 m²	129 800 m³

<p>L'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2016 susvisé est remplacée par l'annexe 2 du présent arrêté.</p>			
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant informe l'inspection que la carrière n'exerce plus d'activité de traitement des matériaux. Il explique qu'une campagne de découverte est réalisée environ tous les 4 ou 5 ans. D'après l'exploitant, la densité du calcaire extrait est d'environ 2,4. L'exploitant fait réaliser sa découverte par un prestataire, il estime le volume découvert avec l'indication que lui fournit ce prestataire. Le volume de blocs commercialisables est estimé avec les ventes. Les déclarations GERP pour l'année 2024 indiquent 3 800 t de blocs commercialisés et 120 000 t de stériles. L'exploitant informe que la masse de stériles déclarés sur GERP pour l'année 2024 correspond à une campagne de production et donc à environ 3 ans.</p> <p>Non-conformité : l'inspection constate un retard d'exploitation par rapport au plan de phasage.</p>			
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant mettra à jour son plan de phase pour qu'il soit en adéquation avec la réalité. Pour ce faire, il transmettra un porter à connaissance détaillant les modifications souhaitées. Il veillera notamment à y intégrer le cas échéant, l'adaptation des quantités autorisées.</p>			
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>			
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>			
<p>Proposition de délais : 12 mois</p>			

N° 8 : Tirs de mine

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/08/2023, article 13</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 10 - Abattage à l'explosif (2.4.4.2 APA du 11/07/2016) L'abattage à l'explosif n'est autorisé que pour la découverte. Ponctuellement, la surface des blocs peut être aplanie par pétardage à l'aide de cordons détonants. Le stockage de matières dangereuses explosives est interdit sur le site.</p> <p>Article 13 - Tirs de mine <u>Chapitre 6.3 - Vibrations</u> <u>Article 6.3.1.Charges unitaires maximales</u> La charge unitaire maximale pour le pétardage des blocs est de 1,8 kg. La charge unitaire maximale pour les tirs d'abattage est fixée à 29,6 kg.</p>

Article 6.3.2. Périodes autorisées

Le pétardage des blocs est autorisé uniquement du lundi au vendredi de 10h à 12 h et de 14h à 16h.

La fréquence maximale autorisée est d'un pétardage par semaine.

La fréquence maximale autorisée des tirs d'abattage est de 3 tirs par campagne de 2 mois par an, ou de 6 tirs par campagne de 4 mois tous les 2 ans.

Les tirs de mines ne sont autorisés que du lundi au vendredi, les jours ouvrables, entre 12 h et 14 h.

Article 6.3.3. Informations des tiers

L'exploitant avertit, selon les modalités définies avec les parties intéressées, au moins 48 heures à l'avance, du jour et de l'heure de chaque tir.

Article 6.3.4. Cas général

En dehors des tirs, les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

Article 14 - Autosurveillance des vibrations

Article 9.2.3 - Autosurveillance des vibrations lors des tirs de mine

Le respect de la limite de 10 mm/s fixée à l'article 22 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé pour les vitesses particulières pondérées et de la limite de 125 décibels linéaires fixée à l'article 6.2.3 du présent arrêté est vérifié dès les premiers tirs réalisés dans la carrière, puis au moins annuellement. Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir ainsi que les résultats des mesures.

Ce registre est tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant informe l'inspection que les tirs de mine ne sont plus utilisés sur la carrière. La découverte est effectuée par un prestataire qui procède avec des pelles mécaniques.

Type de suites proposées : Sans suite